



COMPTES CONSOLIDES
31/12/09

NEOCOM MULTIMEDIA SA

BILAN CONSOLIDE (en milliers d' €)

ACTIF (K€)	Notes	31-déc-09			31-déc-08
		Brut	Amort.& provisions	Net	Net
Actif immobilisé					
Ecarts d'acquisition	3.1	904	904		
Immobilisations incorporelles	3.2	1 492	451	1 041	1 408
Immobilisations corporelles	3.3	491	359	132	112
Immobilisations financières	3.4	333	292	41	138
Titres mis en équivalence					
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Clients et comptes rattachés	3.5	1 757	78	1 679	1 783
Autres créances et comptes de régularisation	3.6	943	235	708	878
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités		2 718		2 718	2 495
TOTAL DE L'ACTIF		8 638	2 319	6 319	6 814

PASSIF (K€)	Notes	31-déc-09	31-déc-08
Capitaux propres (Part du groupe)			
Capital		1 272	1 272
Primes		1 834	1 834
Réserves		38	41
Résultat de l'exercice		1 175	555
Autres			
Total	3.7	4 319	3 702
Intérêts minoritaires			
Provisions pour risques et charges	3.8	116	343
Dettes			
Emprunts et dettes financières	3.9	8	31
Fournisseurs et comptes rattachés		748	1 392
Autres dettes et comptes de régularisation	3.10	1 128	1 346
TOTAL DU PASSIF		6 319	6 814

NEOCOM MULTIMEDIA SA

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en milliers d' €)

COMPTE DE RESULTAT (K€)	Notes	2009 (12 mois)	2008 (12 mois)
Chiffre d'affaires	4.1	7 029	7 862
Autres produits d'exploitation	4.2	285	417
Achats consommés	4.3	3 235	3 475
Charges de personnel	4.4	1 584	1 537
Autres charges d'exploitation	4.5	1 924	2 295
Impôts et taxes		77	94
Dotations aux amortissements et aux provisions	4.6	293	355
Résultat d'exploitation		201	523
Charges et produits financiers	4.7	-9	84
Résultat courant des entreprises intégrées		192	607
Charges et produits exceptionnels	4.8	983	-57
Impôt sur les résultats	4.9		-5
Résultat net des entreprises intégrées		1 175	555
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 175	555
Intérêts minoritaires			
Résultat net (Part du groupe)		1 175	555

Résultat net par action en €	0,70	0,33
Résultat net dilué par action en €	0,70	0,32

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

*Tous les chiffres sont exprimés en milliers d'euros (K€),
sauf indication contraire*

SOMMAIRE

I - FAITS SIGNIFICATIFS ET GENERALITES	3/18
II - PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION	6/18
III - NOTES SUR LES COMPTES DE BILAN	9/18
IV - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	14/18
V - AUTRES INFORMATIONS	17/18
VI - TABLEAU DE FINANCEMENT	18/18

I - FAITS SIGNIFICATIFS ET GENERALITES

1.1. PASSAGE AUX NORMES IFRS

N'ayant pas l'obligation de publier les états financiers de cet exercice en normes IFRS, la société a continué de les présenter en normes françaises comme pour l'exercice précédent.

Néanmoins, le CA diminué des frais directs des opérateurs et des versements effectués aux clients (appelé CA « pertinent »), qui correspond plus à l'approche économique de ses activités, est détaillé au point 4.1 « Chiffre d'affaires ».

1.2. EVOLUTION DU PERIMETRE

Les différentes évolutions sont présentées à la note 1.4 et ne présentent pas d'impact significatif sur les comptes consolidés 2009 par rapport à 2008.

1.3. AUTRES INFORMATIONS

La société NEOCOM MULTIMEDIA a cédé en milieu d'exercice 2009 la branche d'activité « Rencontres Internet ».

Les impacts de cette cession sur les comptes consolidés sont :

- Au bilan, principalement la sortie d'immobilisations incorporelles (noms de domaines, marques, fonds de commerce, etc...) en valeur brute pour 16 M€ et en valeur nette pour 180 k€. Les fonds de commerce cédés sont issus principalement des opérations de croissance externe réalisées en 2000-2001 et ils avaient été entièrement amortis en 2002.
- Au compte de résultat consolidé, ces cessions ont généré un résultat positif proche de 1 M€ qui figure en résultat exceptionnel : voir note 4.8.

1.4. PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

1.4.1. Périmètre

SOCIETES CONCERNEES (PAYS)	N° SIREN	Adresse du siège social	% d'intérêt et de contrôle		METHODES RETENUES
			2009	2008	
SA NEOCOM MULTIMEDIA (France)	337 744 403	37/41, rue Guibal 13003 MARSEILLE	100	100	Société Mère
SARL PEL (ex NCM PUBLICITE) (France)	394 998 817	5, rue Platon 75015 PARIS	100	100	Intégration globale
EURL W3 NET (*) (France)	431 687 243	70, Bld Louis Blanc 85017 LA ROCHE SUR YON	(*)	100	Intégration globale
GRAAL NET WORK (**) (France)	519 409 973	18, rue Negresko 13008 MARSEILLE	88 (**)		Intégration globale
NEOCOM MULTIMEDIA LTD (Angleterre)		10 Perrins Lane Hampstead London NW3 1QY		100	Société déconsolidée
CHATORAMA INC. (USA)		915 Broadway, Suite 1400 New York NY 10010		100	Société déconsolidée
IDIXIT (France)	508 403 284	128, rue de la Boetie 75008 PARIS		40%	Société déconsolidée
SARL AVENUE MEDIA (France)		3, rue de Teheran 75008 PARIS		34	Société déconsolidée

(*) La société W3net a été dissoute par transmission universelle de patrimoine dans la société Néocom multimedia sur l'exercice 2009 avec effet retroactif au 1^{er} janvier

(**) Cf. Note 1.4.3

1.4.2 Déconsolidations

Les sociétés ci-dessous ont été déconsolidées pour les raisons suivantes :

La société Idixit Sarl, créée en 2008 et détenue à 40%, a été cédée en fin d'exercice 2009 pour 50 k€. L'impact sur les comptes a été une charge exceptionnelle de 10 k€.

La société Chatorama Inc, société de droit américain, a été radiée fin 12/2008 et déconsolidée sur 2009 sans impact sur le résultat consolidé.

La Sarl AVENUE MEDIA a été également déconsolidée car sans activité et en cours de liquidation.

La société NEOCOM MULTIMEDIA LTD qui n'a plus d'activité est aussi sortie.

Les comptes sociaux 2009 de ces quatre sociétés n'ont pu être obtenus, ces sociétés ont été déconsolidées sur la base des comptes 2008. Leur activité 2009 n'apparaît donc pas dans le résultat consolidé 2009.

1.4.3. Nouvelle consolidation

La société GRAAL NETWORK Sarl a été créée en fin d'exercice par apport de la branche d'activité d'hébergement Internet (de W3Net) pour 125 K€ en contrepartie de la détention de 88,03 % du capital.

Il n'y a donc par conséquent aucun impact sur les comptes consolidés, en dehors de l'annulation des titres.

1.4.4. Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Les deux sociétés GAY SARL et MULTIPHONIX qui n'étaient pas consolidées en 2008 ont été sorties des comptes sociaux de NEOCOM MULTIMEDIA. La société GAY SARL a été radiée du tribunal de commerce courant 2009 et la société Multiphonix a été confondue (T.U.P) au cours de l'exercice.

L'impact de ces sociétés sur les comptes consolidés reste non significatif.

1.4.5. Méthodes de consolidation retenues

Les sociétés retenues dans le périmètre de consolidation sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, dès lors que NEOCOM MULTIMEDIA exerce un contrôle exclusif ou de fait sur ces sociétés.

La mise en équivalence s'applique aux sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable.

1.4.6. Incidence de l'évolution du périmètre

Aucune évolution du périmètre ne modifiant de manière significative les comptes consolidés, aucun compte pro-forma ne sera présenté.

1.4.7. Date de clôture

L'ensemble des sociétés consolidées du groupe clôture ses comptes au 31 décembre.

1.4.8. Retraitements comptables

Les retraitements effectués au niveau de chaque société sont conformes aux règles générales.

Les comptes et transactions réciproques ont été éliminés.

Les diminutions affectant le résultat consolidé et les capitaux propres consolidés sont les suivantes :

- dividendes
- titres de participation consolidés et déconsolidés
- opérations de restructurations internes

II - PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Le Groupe applique les règles françaises.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés tels que définis dans les dispositions du règlement CRC 99-02.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1. DIFFERENCE DE PREMIERE CONSOLIDATION

En application des nouvelles dispositions du Règlement 99-02 du CRC, pour le traitement des acquisitions, la notion de juste valeur déterminée des sociétés acquises est définie par leur valeur d'utilité, sachant que si elle devenait inférieure à la valeur comptable elle serait dépréciée. Le Groupe considère comme base de valeur d'utilité la situation nette comptable diminuée des éléments de correction définis dans le cadre de ces nouvelles normes.

Le groupe détermine après cette appréciation, le niveau des écarts de première consolidation pour en évaluer leur possible affectation en écart d'évaluation et/ou en écart d'acquisition.

- Les **écarts d'évaluation** résultent des écarts de première consolidation identifiés et affectés en fonds de commerce. Ils sont inscrits à ce titre au poste « Fonds de commerce ».
- Les **écarts d'acquisition** correspondent à la partie non affectée des écarts de première consolidation des sociétés antérieurement acquises. Lorsque l'écart d'acquisition dégagé lors d'une prise de participation est inférieur à 15 KE , celui-ci est immédiatement passé en résultat. Dans le cas contraire, il est amorti sur 5 ans.

2.2. LES FONDS DE COMMERCE

Le fonds de commerce est constitué des éléments incorporels qui font l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparée au bilan, et qui concourent au maintien ou au développement du potentiel d'activités.

Le fonds commercial est amorti si son potentiel de services attendus s'amointrit avec le temps, l'usage ou les changements technologiques.

Une provision pour dépréciation est constituée dans le cas où la valeur actuelle devient inférieure à la valeur comptable. La valeur actuelle est déterminée par rapport aux méthodes usuelles, notamment par rapport aux prévisions de flux de trésorerie sur une période de trois ans des activités concernées avec prise en compte d'une valeur terminale, des références à des valeurs de marché et/ou des transactions récentes.

2.3. LES AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Elles sont composées :

- des frais de recherche et de développement,
 - de logiciels acquis, et créés,
 - de marques.
- Les frais de recherche et de développement sont valorisés à leur coût de production. La valorisation comprend d'une part les travaux de conception sous-traités, et d'autre part les coûts directs de main d'œuvre affectés au projet, complétés par une quote-part de frais généraux.
Ils sont inscrits en immobilisation à la date de comptabilisation en charge, et sont amortis prorata temporis sur 3 ans.
- Les logiciels acquis sont valorisés à leur coût d'acquisition et les logiciels créés à leur coût de production. Ils sont amortis sur 1 à 10 ans en fonction de la durée d'utilité attendue dès que les immobilisations sont en situation d'être utilisées ou exploitées.
- Les marques ne sont pas amorties. Néanmoins, une provision pour dépréciation est constituée dans le cas où la valeur actuelle devient inférieure à la valeur comptable. La valeur actuelle est déterminée par rapport aux valeurs de marché et/ou des transactions récentes.

2.4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité attendue dès que les immobilisations sont en situation d'être utilisées ou exploitées :

- | | |
|--|------------|
| • Installations générales, agencements et aménagements | 8 à 10 ans |
| • Installations techniques, mat. et outillage | 3 à 5 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 3 à 5 ans |
| • Matériel de transport | 3 à 5 ans |
| • Mobilier | 3 à 10 ans |

2.5. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. A chaque arrêté, lorsque la valeur d'utilité devient inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

La valeur d'utilité des titres de participation est déterminée en tenant compte des capitaux propres détenus et des perspectives de rentabilité et de réalisation, mesurées au niveau de la filiale, soit au niveau d'un ensemble de filiales, en prenant en compte les avantages attendus tels que les synergies avec les autres activités du groupe et la valeur stratégique de l'entreprise.

2.6. CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement.

2.7. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur valeur historique d'acquisition. Lorsque la valeur liquidative de ces valeurs de placement est supérieure à leur prix d'acquisition, elle ne peut être retenue comme valeur au bilan et, dans le cas contraire, la moins-value latente donne lieu à la comptabilisation d'une provision pour dépréciation.

2.8. OPERATIONS EN DEVISES

Elles sont converties dans un premier temps à un taux unique toute l'année au moment des transactions, et sont réévaluées en fonction du taux en vigueur à la date du bilan. Les différences de change résultant de cette réévaluation sont constatées au compte de résultat.

2.9. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et de développement sans contrepartie spécifique sont enregistrés en charges dans l'exercice où ils sont engagés.

2.10. IMPOTS DIFFERES

La méthode utilisée pour la constatation des impositions différées est celle du report variable et de l'utilisation de la conception étendue. Les décalages temporaires d'imposition et les retraitements de consolidation donnent lieu à constatation d'impôts différés.

Les impôts différés sont calculés pour chaque société lorsqu'ils présentent un caractère significatif, et les éventuels déficits reportables ne sont pas activés.

2.11. RESULTAT PAR ACTION

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre d'actions ordinaires à la fin de l'exercice.

Le résultat net consolidé après dilution est calculé en tenant compte du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options de souscription existantes.

2.12. ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE

En raison de la moyenne d'âge peu élevée du personnel, du taux de turn-over et de la faible ancienneté de celui-ci, il n'a pas été jugé utile de constater cet engagement peu significatif.

2.13. CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT ET CREDITS BAUX

Les retraitements comptables n'ont pas été effectués en raison de leur montant non significatif.

III - NOTES SUR LES COMPTES DE BILAN**3.1. ECART D ACQUISITION**

Valeur brute	31/12/2008	Autres mouvements	Augmentations	Diminutions virements	cessions	31/12/2009
Ecart d'acquisition	916				12	904
TOTAL	916				12	904

Amortissements	31/12/2008	Autres mouvements	Augmentations	Diminutions virements	cessions	31/12/2009
Ecart d'acquisition	916				12	904
TOTAL	916				12	904

3.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Valeur brute	31/12/2008	Autres mouvements	Augmentations	Diminutions virements	cessions	31/12/2009
Frais de recherche et de développement						
Concessions, brevets et droits similaires	1 906		89	54	1 672	269
Fonds de commerce	15 722				14 498	1 223
Autres immo. Incorporelles						
Avances, acomptes sur immo. Incorporelles						
TOTAL	17 628		89	54	16 170	1 492

Amortissements, provisions	31/12/2008	Autres mouvements	Augmentations	Diminutions	31/12/2009
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets et droits similaires	1 799		7	1 583	223
Fonds de commerce	14 422		228	14 422	228
Autres immo. Incorporelles					
Avances, acomptes sur immo. Incorporelles					
TOTAL	16 221		235	16 005	451

Les cessions et diminutions ci-dessus sont principalement dues à la cession de la branche d'activité « Rencontres Internet » : Cf. Note 1.3.

3.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeur brut	31/12/2008	Autres mouvements	Augmentations	Diminutions virements	31/12/2009
Constructions, installations générales	19			19	
Installations techniques, mat. et out. industriels	19			19	
Autres immo. corporelles	675		71	255	491
Immo. en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL	713		71	293	491

Amortissements, provisions	31/12/2008	Autres mouvements	Augmentations	Diminutions	31/12/2009
Constructions, installations générales	16			16	
Installations techniques, mat. et out. industriels	19			19	
Autres immo. corporelles	566		50	257	359
Immo. en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL	601		50	292	359

3.4. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	31/12/2008	Autres mouvements	Augmentations	Diminutions virements	31/12/2009
Autres participations	151	4		151	4
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières (1)	327		22	20	329
Provision pour dépréciation (1)	-340	-2		-50	-292
TOTAL	138	2	22	121	41

(1) Concerne un crédit-vendeur auprès d'une société mise en liquidation judiciaire pour 289 K€

3.5. CREANCES CLIENTS

	31/12/2009	31/12/2008
Clients douteux ou litigieux	92	114
Autres créances clients	1 665	1 766
Provision pour dépréciation	-78	-97
TOTAL NET	1 679	1 783

3.6. AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

	31/12/2009	31/12/2008
Avances et acomptes versés	7	100
Personnel et comptes rattachés	2	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		19
Etat - Impôt sur les bénéfices	16	28
Etat - Taxes sur la valeur ajoutée	148	212
Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés		
Etat - Divers		11
Groupe et associés (1)	241	713
Débiteurs divers (2)	492	456
Charges constatées d'avance	37	31
Charges à répartir		
Impôts différés actif		
TOTAL BRUT	943	1 570
Provision dépréciation Groupe et associés (1)	-235	-692
TOTAL NET	708	878

(1) Concerne la société Avenue Média (cf. Note 1.4.2)

(2) L'ensemble de ces créances mentionnées aux points 3.5. et 3.6. est exigible à moins d'un an, à l'exception de clients douteux ou litigieux pour 96 K€ et d'un crédit vendeur de 158 K€ figurant dans les Débiteurs divers.

3.7. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

POSTES	31.12.2008	AFFECTATION			AUTRES MVTs	31.12.2009
		VAR. DE CAPITAL	RESULTAT 2008	RESULTAT 2009		
Capital	1 272					1 272
Primes liées au capital	1 834					1 834
Réserves	41		555		-634	38
Résultat	555		-555	1 175		1 175
TOTAL	3 702			1 175	-634	4 319

Les « Autres mouvements » concernent la déconsolidation d'Avenue Média : Cf. Note 1.4.2.

3.8. PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

POSTES	31.12.2008	AUT. MVTS	DOT.	REP.	31.12.2009
Provisions pour risques et charges					
Pour risques d'insolvabilité					
Pour litiges	265		3	155	113
Pour Impôt					
Pour charges	3	-3	3		3
Impôt différé passif					
Mise en équivalence AVENUE MEDIA	75	-75			
TOTAL I	343	-78	6	155	116
Provisions pour dépréciation					
Sur immobilisations incorporelles	288	-10	228	215	291
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres de participation	50	3		50	3
Sur autres immobilisations financières	289				289
Sur comptes clients	97		1	20	78
Autres provisions pour dépréciation	692		5	463	234
TOTAL II	1416	-7	234	748	895
TOTAL GENERAL	1 759	-85	240	903	1 011
Dont dotations et reprises					
- d'exploitation			235	135	
- financières			5	467	
- exceptionnelles				301	
- impôt différé					
			240	903	

Les provisions pour litige reprises pour 155 K€ n'ont été utilisées qu'à concurrence de 39 K€.

3.9. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

	31/12/2009	31/12/2008
Emprunts bancaires à moyen et long terme	5	
Découverts bancaires	3	10
Groupe et associés		21
TOTAL	8	31

Les emprunts et dettes financières sont à plus d'un an pour 3 Ke.

3.10. AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION

	31/12/2009	31/12/2008
Avances et acomptes reçus		
Personnel et comptes rattachés	56	104
Sécurité sociale et autres organismes	189	245
Impôt sur les bénéficiaires		11
Taxe sur la valeur ajoutée	162	139
Autres impôts, taxes et assimilés	15	119
Dettes sur immo. et comptes rattachés		
Autres dettes	706	688
Dettes représentatives de titres empruntés		
Produits constatés d'avance		40
TOTAL	1 128	1 346

L'ensemble de ces dettes est exigible à moins d'un an.

3.11. PLANS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

L'assemblée générale extraordinaire du 13 février 2001 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir au bénéfice de certains salariés et mandataires sociaux de la société et de ses filiales, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société pour un nombre maximal de 151 658 actions. Le plan d'option de souscription a été mis en place en plusieurs fois pendant une durée de cinq ans suivant la date d'autorisation de l'Assemblée.

Au 31 décembre 2009, les caractéristiques des plans mis en place et encore valides s'établissaient comme suit :

Date de mise en place	Prix de souscription	Date limite	Options attribuées de levée des options	abandonnées	exercées
27 avril 2004	4.07 €	27 avril 2011	28 275	20 675	0
22 mars 2005	5.66 €	22 mars 2012	29 125	21 475	0

IV - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**4.1. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES**

	2009	2008
Minitel	645	922
Audiotel et mobilité	3 990	3 869
Internet	2 262	2 949
Autres	132	122
TOTAL	7 029	7 862
Dont B to B	2 786	2 844
Dont B to C	4 243	5 018
Dont France	6 230	6 531
Dont Export	799	1 331
<i>Charges de reversements et d'opérateurs liées au CA</i>	2 066	1 880
CA net après reversement ("CA Pertinent")	4 963	5 982

4.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	2009	2008
Production immobilisée	52	
Subvention	4	
Reprise de provision	135	253
Transfert de charges		1
Redevances		
Autres (régul. tiers, différences de règlement,...)	94	163
TOTAL	285	417

4.3. ACHATS CONSOMMES

	2009	2008
Reversements Clients	1 674	1 453
Reversements Hébergement	202	291
Charges Opérateurs de télécom.	190	136
Redevances et frais de codes	548	415
Frais de lignes	135	186
Sous traitance	463	951
Autres (EDF, fournitures, petits équipements,...)	23	43
TOTAL	3 235	3 475

4.4. VENTILATION DES CHARGES DU PERSONNEL

	2009	2008
Salaires	1 082	1 040
Charges sociales	502	497
TOTAL	1 584	1 537

4.5. VENTILATION DES AUTRES CHARGES D EXPLOITATION

	2009	2008
Locations et charges locatives	121	97
Entretien, maintenance	20	15
Assurances, documentation générale, personnel intérimaire	14	7
Honoraires et commissions	217	246
Publicité	1 315	1 716
Missions, déplacements, transports, déménagements	68	47
Téléphone, affranchissement, télétel, Internet	54	38
Services bancaires	25	61
Charges diverses (Redevances, pertes sur créances, etc...)	90	68
TOTAL	1 924	2 295

4.6. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

	2009	2008
Dotations aux amortissements sur immobilisations	57	110
Dotations aux provisions sur immobilisations	228	215
Dotations aux provisions sur actif circulant	5	8
Dotations aux provisions pour risques et charges	3	22
TOTAL	293	355

4.7. RESULTAT FINANCIER

	2009	2008
Produits financiers	482	112
Intérêts comptes courants		
Escomptes obtenus	2	2
Gain de change	1	4
Gain sur OPCVM	12	103
Reprise de provisions (1)	467	3
Charges financières	491	28
Intérêts comptes courants		
Intérêts sur emprunts et BDPME	2	2
Escomptes accordés	2	
Perte de change	22	26
Perte sur comptes courants (1)	460	
Dotations aux provisions	5	
Résultat financier	-9	84

(1) concernent les sociétés sorties en début 2009

4.8. RESULTAT EXCEPTIONNEL

	2009	2008
Charges exceptionnelles	924	457
Amendes et pénalités	2	1
Redressements fiscaux		1
Charges diverses (litiges commerciaux etc)	50	
Indemnités de restructuration (1)	323	
Régularisations tiers	7	150
Valeur nette comptable des éléments cédés (1)	542	
Dotations aux amortissements		3
Dotations aux provisions		302
Produits exceptionnels	1 907	400
Produits cession éléments d'actif (1)	1 597	60
Produits divers (litiges commerciaux et dégrevements)	2	287
Régularisations diverses (fournisseurs, etc...)	7	48
Reprises de provisions (1)	301	5
Résultat exceptionnel	983	-57

(1) Dont montants directement liés à la cession de branche d'activité (cf 1.3.1) :

- Indemnités de restructuration :départs du personnel, indemnités fin de contrat et hono. : 323
- Valeur comptable nette des éléments d'actif cédés: 394
- Produits de cession éléments d'actif :1 500
- Reprise de provision : 215

4.9. VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	2009	2008
Impôt exigible	0	-5
Impôt différé		
Actif		
Passif		
Charge totale de l'exercice	0	-5

*Au cours de l'exercice, aucun impôt n'a été constaté du fait de la déductibilité fiscale de la valeur d'origine des fonds concernés par la cession (Cf Note 1.3.1) de plus de 2 M€.
L'excédent des déficits constatés, soit 700 K€ environ, n'a pas donné lieu à la constatation d'un impôt différé actif comme pour les exercices précédents.*

V - AUTRES INFORMATIONS**5.1. EFFECTIF MOYEN**

	FRANCE	ETRANGER	TOTAL
	---	---	---
TOTAL	19	0	19
	---	---	---
<i>Rappel 2008</i>	23	0	23

5.2. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant de la charge figurant au compte de résultat au titre des honoraires 2009 qui seront facturés s'élève à 30 000 euros.

Ce montant concerne en intégralité le contrôle légal des comptes.

5.3. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements financiers : Néant

Autres : Cf Note 2.12

VI - TABLEAU DE FINANCEMENT

	Exercices	
	2009	2008
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net des entreprises intégrées	1 175	555
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation :		
Amortissements et provisions	-605	290
Plus et moins values de cession	-1 055	60
Variation des impôts différés		
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-485	905
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'exploitation		
Variation du BFR lié à l'activité	192	956
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	-293	1 861
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	160	24
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 221	
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	21	
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations financières	77	30
Incidences des variations de périmètre	-35	1 048
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissements	1 152	-1 042
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	634	3 169
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentation de capital		
Réduction de capital		
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	5	
Remboursements d'emprunts	7	9
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	-636	-3 178
Variation de trésorerie	223	-2 359
Trésorerie à l'ouverture	2 495	4 854
Trésorerie à la clôture	2 718	2 495